

Art. 2. Artikel 41, eerste lid, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 mei 1990 houdende uitvoering van het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven wordt opgeheven en vervangen door volgende bepaling :

« Op voordracht van de exploitantenverenigingen worden door de Executieve acht werkende leden en acht plaatsvervangende leden aangewezen die de verschillende technische, economische en geografische belangen van de groefexploitanten verdedigen. »

Art. 3. Artikel 41, tweede lid, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 mei 1990 houdende uitvoering van het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven wordt opgeheven en vervangen door volgende bepaling :

« Op voordracht van de milieuverenigingen worden door de Executieve vijf werkende en vijf plaatsvervangende leden aangewezen. »

Art. 4. De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 99 — 761

[C - 99/27206]

25 FEVRIER 1999. — Décret créant l'Agence wallonne des Télécommunications (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — De la création et des missions de l'Agence wallonne des Télécommunications

Article 1^{er}. Il est créé un établissement public dénommé « Agence wallonne des Télécommunications », dénommé ci-après l'Agence.

Son siège est établi à Namur.

Art. 2. § 1^{er}. L'Agence a pour objet de promouvoir l'accès universel aux technologies de l'information et de la communication ainsi que d'inciter à l'utilisation généralisée de celles-ci, afin de favoriser le développement économique en Région wallonne.

A cette fin, l'Agence remplit les missions suivantes :

1° assurer l'évaluation et le suivi de l'exécution de décisions adoptées ou de contrats conclus par la Région dans le domaine de la politique des technologies de l'information et de la communication;

2° formuler, d'initiative ou à la demande du Gouvernement et dans le délai fixé par celui-ci, des avis et recommandations à l'intention de ce dernier à propos de la politique des technologies de l'information et de la communication;

3° mener toutes actions de nature à promouvoir les technologies de l'information et de la communication en Région wallonne, tant sur le plan de la production et de la commercialisation que sur le plan de l'utilisation. Les actions de promotion ne peuvent prendre la forme d'aide financière aux entreprises.

§ 2. L'Agence peut en outre fournir, dans le respect de l'article 14, alinéa 2, des services rémunérés, notamment des services de consultance ou d'étude.

§ 3. A la demande du Gouvernement, l'Agence peut assister la délégation de la Région au sein des instances de concertation entre les Régions ou entre les Communautés et les Régions, ainsi qu'au sein des instances fédérales et internationales, amenées à préparer ou à adopter des décisions relatives à la politique des technologies de l'information et de la communication.

Les modalités selon lesquelles cette assistance s'exerce sont fixées dans le contrat de gestion visé à l'article 5.

Art. 3. En relation avec les missions visées à l'article 2, § 1^{er}, l'Agence peut obtenir des services du Gouvernement et des personnes morales de droit public qui dépendent de la Région wallonne toute information relative à la politique des technologies de l'information et de la communication.

Afin de garantir une exécution efficace des missions d'avis et de recommandations prévues à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, les services du Gouvernement informent régulièrement l'Agence des actions menées par chaque département qui ont une incidence en matière de technologies de l'information et de la communication. Il en va de même pour les personnes morales de droit public qui dépendent de la Région wallonne.

Le Gouvernement transmet à l'Agence les documents et rapports utiles aux missions précisées dans le contrat de gestion visé à l'article 5 et aux avis et recommandations demandés par le Gouvernement en vertu de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, 2°. Il en va de même pour les personnes morales de droit public qui dépendent de la Région wallonne.

Art. 4. Dans le cadre de la mission définie à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, l'Agence peut coopérer avec toutes les institutions, associations et entreprises, de droit public ou privé, belges ou étrangères, et prendre des initiatives communes. Elle peut participer, directement ou indirectement, à des associations sans but lucratif, y compris en qualité de fondateur, dans le cadre prévu par le contrat de gestion visé à l'article 5.

Dans le cadre des activités visées à l'article 2, § 2, l'Agence peut coopérer avec toutes les institutions, associations et entreprises, de droit public ou privé, belges ou étrangères, et prendre des initiatives communes. Elle peut participer à des sociétés commerciales, y compris en qualité de fondateur. Toute décision de participation à une société commerciale ou de création d'une telle société est soumise à l'approbation du Gouvernement.

CHAPITRE II. — *De l'administration et du contrôle*

Art. 5. Les missions visées à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, 1° et 3°, sont exercées par l'Agence conformément aux priorités et orientations définies dans un contrat de gestion conclu pour une période de quatre ans entre le Gouvernement et le conseil d'administration de l'Agence.

Le contrat de gestion porte notamment sur :

1° les objectifs généraux assignés à l'Agence dans le cadre de l'exercice des missions visées à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, 1° et 3°;

2° les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre;

3° les critères et procédures de contrôle du degré de réalisation du contrat ;

4° les sanctions en cas de manquement aux objectifs et délais fixés par le contrat de gestion.

Le contrat est conclu entre le Gouvernement et le conseil d'administration de l'Agence au plus tard lors de l'approbation par le Gouvernement du budget de la première année qu'il couvre.

Il peut faire l'objet d'avenants conclus entre le Gouvernement et le conseil d'administration de l'Agence.

Art. 6. § 1^{er}. L'Agence est gérée par un conseil d'administration composé du président, de l'administrateur général et de neuf administrateurs, désignés par le Gouvernement.

Quatre de ces neuf administrateurs sont désignés sur une liste double proposée par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

§ 2. Les neuf administrateurs sont désignés pour une durée de quatre ans. Leur mandat est renouvelable ; il prend fin d'office lorsque l'administrateur atteint l'âge de soixante-cinq ans. Celui qui remplace un administrateur dont les fonctions ont pris fin anticipativement pour quelque raison que ce soit, achève le mandat de son prédécesseur.

La qualité de membre du conseil d'administration de l'Agence est incompatible avec la qualité de membre du personnel ou de dirigeant d'une société commerciale exerçant ses activités dans le secteur des technologies de l'information et de la communication.

§ 3. L'Agence accorde aux neuf administrateurs des indemnités de déplacement et de frais de séjour et des jetons de présence, dont le montant est fixé par le Gouvernement.

Art. 7. § 1^{er}. Le conseil d'administration est compétent pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation des missions de l'Agence. Il peut déléguer certaines de ses compétences à un ou plusieurs de ses membres ou certaines tâches relevant de la gestion journalière, sur proposition de l'administrateur général, à des membres du personnel de l'Agence.

Au sein de l'Agence, le conseil d'administration est exclusivement compétent pour adopter les avis et recommandations visés à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, 2°. Cette compétence ne peut faire l'objet d'aucune délégation.

§ 2. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président, chaque fois que les affaires l'exigent ou que quatre de ses membres le requièrent, et au moins six fois par an.

Les membres empêchés peuvent donner procuration à un autre membre du conseil d'administration. Chaque administrateur ne peut disposer que d'une seule procuration.

§ 3. Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la majorité de ses membres est présente. Toutefois, un conseil, tenu au moins quinze jours après une réunion n'ayant pas obtenu le quorum requis, délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Les décisions du conseil d'administration sont adoptées à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés. En cas de parité des voix, le président a voix prépondérante.

Il est interdit à tout membre du conseil d'administration d'être présent à la délibération portant sur des objets à l'égard desquels il a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature patrimoniale.

§ 4. Le conseil d'administration établit un règlement d'ordre intérieur, soumis à l'approbation du Gouvernement.

Art. 8. § 1^{er}. Les délibérations du conseil d'administration sont préparées et exécutées par le président du conseil d'administration, lequel assure la direction générale de l'Agence.

L'administrateur général assure la gestion journalière.

Le président du conseil d'administration et l'administrateur général représentent l'Agence dans tous les actes judiciaires et dans les actes extrajudiciaires excédant les limites de la gestion journalière. L'administrateur général représente l'Agence dans les actes extrajudiciaires relevant de la gestion journalière.

§ 2. Le président du conseil d'administration est nommé par le Gouvernement pour un terme de six ans renouvelable.

L'administrateur général est nommé par le Gouvernement pour un terme de six ans renouvelable, parmi le personnel de l'Agence.

Ni le président du conseil d'administration ni l'administrateur général n'ont droit aux indemnités et jetons de présence prévus aux articles 6, § 3, et 9, § 3.

Leurs fonctions prennent fin d'office lorsque leur titulaire atteint l'âge de soixante-cinq ans.

Art. 9. § 1^{er}. Il est institué un comité scientifique de l'Agence.

Ce comité est présidé par le président du conseil d'administration de l'Agence. Il comprend, outre le président, l'administrateur général de l'Agence ainsi que douze membres nommés par le Gouvernement en raison de leur compétence et de leur expérience dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

Ces douze membres sont respectivement :

1° sur une liste double proposée par le Conseil de la politique scientifique, quatre experts issus des milieux académiques et de la recherche, dont un au moins n'exerçant pas ses fonctions professionnelles principales en Belgique;

2° sur une liste double proposée par le conseil d'administration, quatre experts issus du milieu des entreprises et des organismes d'aide aux entreprises;

3° sur une liste double proposée par le conseil d'administration, trois experts spécialistes de l'usage des technologies de l'information et de la communication dans le secteur de l'administration et dans le secteur non marchand ainsi qu'un expert issu des associations d'usagers.

§ 2. Les membres du comité scientifique sont désignés pour une durée de quatre ans. Leur mandat est renouvelable; il prend fin d'office lorsque le membre du comité atteint l'âge de soixante-cinq ans. Celui qui remplace un membre dont les fonctions ont pris fin anticipativement pour quelque raison que ce soit, achève le mandat de son prédécesseur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les membres du comité scientifique nommés lors de la création de l'Agence sont désignés pour une durée de trois ans.

§ 3. L'Agence accorde aux douze membres du comité scientifique des indemnités de déplacement et de frais de séjour et des jetons de présence, dont le montant est fixé par le Gouvernement.

Art. 10. § 1^{er}. Le comité scientifique a une fonction consultative.

Il est obligatoirement saisi des projets d'avis et de recommandations à adopter par le conseil d'administration dans le cadre de la mission visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, 2°. Il peut également être consulté ou émettre d'initiative des avis sur toute question en relation avec les activités de l'Agence.

§ 2. Le comité scientifique se réunit sur convocation du président, chaque fois que les affaires l'exigent ou que trois de ses membres le requièrent, et au moins six fois par an.

Les membres empêchés peuvent donner procuration à un autre membre du comité scientifique. Chaque membre ne peut disposer que d'une seule procuration.

§ 3. Le comité scientifique ne délibère valablement que si la majorité de ses membres est présente. Toutefois, un comité, tenu au moins quinze jours après une réunion n'ayant pas obtenu le quorum requis, délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Les avis du comité scientifique sont adoptés à la majorité simple des voix. En cas de parité des voix, le président a voix prépondérante. Les avis peuvent mentionner les opinions divergentes.

Il est interdit à tout membre du comité scientifique d'être présent à la délibération portant sur des objets à l'égard desquels il a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature patrimoniale.

Les avis du comité scientifique sont joints aux avis du conseil d'administration transmis au Gouvernement.

§ 4. Le comité scientifique peut établir un règlement d'ordre intérieur, soumis à l'approbation du conseil d'administration.

Art. 11. § 1^{er}. L'Agence est soumise au contrôle du Gouvernement, s'exerçant à l'intervention de deux commissaires qu'il nomme.

Les commissaires participent avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration. Ils peuvent, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et, généralement, de toutes les écritures de l'Agence. Ils peuvent requérir des administrateurs et des membres du personnel toutes explications et informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution de leur mandat.

§ 2. Chacun des commissaires peut adresser un recours au Gouvernement contre toute décision de l'Agence qu'il estime contraire à la loi ou au contrat de gestion. Ce recours est suspensif. Il doit être exercé dans un délai de dix jours.

Ce délai prend cours soit le jour de la réunion du conseil d'administration au cours de laquelle la décision a été adoptée, pour autant que les commissaires y aient été régulièrement convoqués, ou, dans tous les autres cas, le jour où le commissaire a pris connaissance de la décision adoptée.

Le Gouvernement peut annuler l'acte dans un délai de trente jours, prenant cours à la même date. A défaut, la suspension est levée et la décision devient définitive.

Ce recours ne peut être introduit à l'encontre de recommandations ou d'avis émis dans le cadre de la mission visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, 1° et 2°.

§ 3. L'Agence accorde aux commissaires des indemnités de déplacement et de frais de séjour et des jetons de présence, dont le montant est fixé par le Gouvernement.

Art. 12. L'Agence établit un rapport annuel d'activités qui est soumis pour évaluation au Gouvernement, au plus tard le 31 mars de chaque année. Ce rapport fait état de l'exécution du contrat de gestion visé à l'article 5.

Ce rapport est communiqué par le Gouvernement au Conseil Régional wallon et au Conseil économique et social de la Région wallonne.

CHAPITRE III. — *Du personnel de l'Agence*

Art. 13. § 1^{er}. Sur proposition du conseil d'administration, le Gouvernement détermine le cadre du personnel de l'Agence. Celui-ci est recruté par le conseil d'administration.

Le Gouvernement détermine les modalités de transfert vers l'Agence des membres du personnel de la Région wallonne. Le Gouvernement est autorisé à mettre à la disposition de l'Agence, selon les modalités qu'il arrête, des membres du personnel de ses services.

L'Agence peut engager du personnel contractuel aux fins exclusives :

- 1° de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;
- 2° de remplacer des agents qui n'assument pas leurs fonctions ou ne l'assument qu'à temps partiel;
- 3° d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques dont la liste est fixée au préalable par le Gouvernement.

§ 2. L'article 1^{er} du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne est complété comme suit : « 12° Agence wallonne des Télécommunications ».

CHAPITRE IV. — *Du financement, de la comptabilité et du contrôle financier*

Art. 14. Les recettes de l'Agence sont constituées par :

1° une subvention annuelle de fonctionnement à charge du budget général des dépenses de la Région wallonne. Cette subvention ne concerne pas les missions visées à l'article 2, § 2 ;

2° toute recette propre à provenir de ses activités ;

3° les revenus de son patrimoine;

4° le produit de legs et donations éventuels, l'acceptation de ceux-ci étant soumise à l'autorisation du Gouvernement.

Sur la base du rapport annuel d'activités visé à l'article 12, les soldes non utilisés des exercices antérieurs sont réaffectés par le Gouvernement à l'Agence.

Les principes de tarification des services rémunérés visés à l'article 2, § 2, sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

Art. 15. § 1^{er}. Il est établi un budget annuel comprenant toutes les recettes et toutes les dépenses de l'Agence, quelles qu'en soient l'origine et la cause. L'année budgétaire coïncide avec l'année civile.

Les recettes et dépenses résultant de l'exercice de la mission visée à l'article 2, § 2, sont présentées distinctement.

Le projet de budget est établi par le conseil d'administration et soumis à l'approbation du Gouvernement. Le budget est communiqué au Conseil régional wallon en annexe au budget général des dépenses de la Région wallonne.

Le défaut d'approbation du budget au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget, hormis dans les cas déterminés par le Gouvernement. Les transferts et dépassements de crédits sont soumis à l'autorisation du Gouvernement.

§ 2. Pour le 30 avril au plus tard, l'Agence établit les comptes annuels d'exécution du budget, ainsi qu'une situation active et passive au 31 décembre de l'année considérée.

§ 3. Le Gouvernement peut imposer la tenue d'une comptabilité commerciale distincte relative à la mission visée à l'article § 2, § 2.

Il fixe les règles relatives à la présentation du budget, à la comptabilité, aux situations et rapports annuels ainsi qu'au contrôle de l'engagement des dépenses.

Il peut désigner auprès de l'Agence un membre de l'Institut des réviseurs d'entreprise, chargé de contrôler les écritures et d'en certifier l'exactitude et la sincérité.

CHAPITRE V. — *De l'entrée en vigueur*

Art. 16. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

—
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil 443 (1998-1999) n^{os} 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance publique du 24 février 1999. Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 99 — 761

[C - 99/27206]

**25. FEBRUAR 1999 — Dekret zur Gründung
der "Agence wallonne des Télécommunications" (Wallonische Telekommunikationsagentur) (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung sanktionieren es:

KAPITEL I — Gründung und aufgaben der "Agence wallonne des Télécommunications"

Artikel 1 - Unter der Bezeichnung "Agence wallonne des Télécommunications", nachstehend "Agentur" genannt, wird eine öffentliche Einrichtung gegründet.

Ihr Sitz befindet sich in Namur.

Art. 2 - § 1. Die Agentur hat zum Ziel, den universellen Zugang zu den Informations- und Kommunikationstechnologien in die Wege zu leiten, sowie zu deren allgemein verbreiteten Benutzung anzureizen, um die wirtschaftliche Entwicklung in der Wallonischen Region zu fördern.

Zu diesem Zweck erfüllt die Agentur folgende Aufgaben:

1° Die Gewährleistung der Bewertung und Begleitung der Durchführung der von der Regierung verabschiedeten Beschlüsse oder abgeschlossenen Verträge im Bereich der Politik in Sachen Informations- und Kommunikationstechnologien;

2° Die Ausstellung auf eigene Initiative oder auf Anfrage der Regierung und innerhalb einer von ihr festgelegten Frist der an die letztere gerichteten Gutachten und Empfehlungen bezüglich der Politik in Sachen Informations- und Kommunikationstechnologien;

3° Die Ausführung jeglicher Aktionen, die ihrer Art wegen die Informations- und Kommunikationstechnologien in der Wallonischen Region sowohl auf dem Gebiet der Produktion und der Vermarktung, als auf dem Gebiet der Benutzung fördern können. Die Aktionen zu dieser Förderung können nicht in Form einer finanziellen Unterstützung an Unternehmen erfolgen.

§ 2. Die Agentur kann außerdem unter Beachtung des Artikels 14, Absatz 2 entgeltliche Dienstleistungen erbringen, insbesondere solche zur Beratung oder Untersuchung.

§ 3. Auf Anfrage der Regierung kann die Agentur die Vertretung der Region im Rahmen der Konzertierungsstellen zwischen den Regionen oder zwischen den Gemeinschaften und den Regionen, sowie im Rahmen der auf die Vorbereitung oder Verabschiedung der Beschlüsse bezüglich der Politik in Sachen Informations- und Kommunikationstechnologien ausgerichteten föderalen und internationalen Instanzen unterstützen.

Die Modalitäten, nach denen diese Unterstützung erfolgt, werden in dem in Artikel 5 erwähnten Geschäftsführungsvertrag festgelegt.

Art. 3 - In Verbindung mit den in Artikel 2, § 1 erwähnten Aufträgen kann die Agentur von den Dienststellen der Regierung und den der Wallonischen Region untergeordneten juristischen Personen des öffentlichen Rechts jegliche Information bezüglich der Politik in Sachen Informations- und Kommunikationstechnologien erhalten.

Damit eine wirksame Durchführung der in Artikel 2, § 1, Absatz 2, 2° vorgesehenen Empfehlungs- und Begutachtungsaufgaben gewährleistet wird, informieren die Dienststellen der Regierung die Agentur regelmäßig über die durch jedes Ministerium ausgeführten Handlungen, die in Sachen Informations- und Kommunikationstechnologien Auswirkungen haben. Dies gilt ebenfalls für die der Wallonischen Region untergeordneten juristischen Personen des öffentlichen Rechts.

Die Regierung übermittelt der Agentur die Unterlagen und Berichte, die für die in dem in Artikel 5 erwähnten Geschäftsführungsvertrag angegebenen Aufgaben und für die von der Regierung aufgrund des Artikels 2, § 1, Absatz 2, 2° beantragten Gutachten und Empfehlungen zweckdienlich sind. Dies gilt ebenfalls für die der Wallonischen Region untergeordneten juristischen Personen des öffentlichen Rechts.

Art. 4 - Im Rahmen der in Artikel 2, § 1, Absatz 2, 3° bestimmten Aufgabe, kann die Agentur mit allen belgischen oder ausländischen Einrichtungen, Vereinigungen und Unternehmen des Privatrechts oder des öffentlichen Rechts zusammenarbeiten und gemeinsame Initiativen ergreifen. Sie kann in dem durch den in Artikel 5 erwähnten Geschäftsführungsvertrag vorgesehenen Rahmen unmittelbar oder mittelbar an Vereinigungen ohne Erwerbzweck beteiligt sein, einschließlich in der Eigenschaft als Gründer.

Im Rahmen der in Artikel 2, § 2 erwähnten Tätigkeiten kann die Agentur mit allen belgischen oder ausländischen Einrichtungen, Vereinigungen und Unternehmen des Privatrechts oder des öffentlichen Rechts zusammenarbeiten und gemeinsame Initiativen ergreifen. Sie kann an Handelsgesellschaften beteiligt sein, einschließlich in der Eigenschaft als Gründer. Jeglicher Beschluß bezüglich der Beteiligung in einer Handelsgesellschaft oder der Gründung einer derartigen Gesellschaft unterliegt der Genehmigung der Regierung.

KAPITEL II. — Verwaltung und Kontrolle

Art. 5 - Die in Artikel 2, § 1, Absatz 2, 1° und 3° erwähnten Aufgaben werden von der Agentur gemäß den in einem für einen Zeitraum von vier Jahren zwischen der Regierung und dem Verwaltungsrat der Agentur abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrag festgelegten Prioritäten und Orientierungen wahrgenommen.

Der Geschäftsführungsvertrag betrifft insbesondere:

1° die der Agentur im Rahmen der Ausführung der in Artikel 2, § 1, Absatz 2, 1° und 3° erwähnten Aufgaben zugewiesenen allgemeinen Ziele;

2° die Mittel, die zur Erreichung dieser Ziele einzusetzen sind;

3° die Kriterien und Verfahren zur Kontrolle des Verwirklichungsgrads des Vertrags;

4° die Strafmaßnahmen im Falle einer Nichteinhaltung der durch den Geschäftsführungsvertrag festgesetzten Ziele und Fristen.

Der Vertrag wird spätestens bei der Genehmigung des Haushalts des ersten von ihm gedeckten Jahres durch die Regierung zwischen der letzteren und dem Verwaltungsrat der Agentur abgeschlossen.

Er kann Gegenstand von zwischen der Regierung und dem Verwaltungsrat der Agentur abgeschlossenen Nachträgen sein.

Art. 6 - § 1. Die Agentur wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus dem Vorsitzenden, dem Generalverwalter und neun Verwaltungsratsmitgliedern zusammensetzt, die von der Regierung bezeichnet werden.

Vier von diesen neun Verwaltungsratsmitgliedern werden auf einer von dem Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region vorgeschlagenen doppelten Liste bezeichnet.

§ 2. Die neun Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Dauer von vier Jahren bezeichnet. Ihr Mandat kann erneuert werden; es läuft von Amts wegen ab, wenn das Verwaltungsratsmitglied das Alter von fünfundsiebzig Jahren erreicht. Derjenige, der ein Verwaltungsratsmitglied ersetzt, dessen Amt aus welchen Gründen auch immer vorzeitig abgelaufen ist, führt das Mandat seines Vorgängers zu Ende.

Die Eigenschaft als Mitglied des Verwaltungsrats der Agentur ist mit der Eigenschaft als Personalmitglied oder als Leiter einer Handelsgesellschaft, die im Sektor der Informations- und Kommunikationstechnologien tätig ist, unvereinbar.

§ 3. Die Agentur gewährt den neun Verwaltungsratsmitgliedern Entschädigungen für Fahrt- und Aufenthaltskosten und Anwesenheitsgelder, deren Betrag von der Regierung festgelegt wird.

Art. 7 - § 1. Der Verwaltungsrat ist für die Ausführung aller zur Erfüllung der Aufgaben der Agentur erforderlichen oder zweckmäßigen Handlungen zuständig. Er kann manche seiner Befugnisse an einen oder mehrere seiner Mitglieder oder manche seiner unter die tägliche Verwaltung fallenden Aufgaben auf Vorschlag des Generalverwalters an Personalmitglieder der Agentur übertragen.

Innerhalb der Agentur ist ausschließlich der Verwaltungsrat für die Verabschiedung der in Artikel 2, § 1, Absatz 2, 2° erwähnten Gutachten und Empfehlungen zuständig. Diese Befugnis kann von keiner Vollmachtsübertragung Gegenstand sein.

§ 2. Jedesmal wenn es die Angelegenheiten erfordern oder vier von den Mitgliedern es beantragen und zwar mindestens sechs Mal im Jahr, tritt der Verwaltungsrat auf Einberufung des Vorsitzenden zusammen. Die verhinderten Mitglieder können einem anderen Verwaltungsratsmitglied Vollmachten erteilen. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann lediglich über eine einzige Vollmacht verfügen.

§ 3. Die Beratungen des Verwaltungsrats sind lediglich dann rechtsgültig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend ist. Die Beratungen einer Ratssitzung, die mindestens fünfzehn Tage nach einer Versammlung gehalten wird, in der das erforderliche Quorum nicht erreicht wurde, sind jedoch rechtsgültig, welche auch die Anzahl der anwesenden oder vertretenen Mitglieder sein mag.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder verabschiedet. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Die Verwaltungsratsmitglieder dürfen den Beratungen nicht beiwohnen, die sich auf Verhandlungsgegenstände beziehen, an denen sie direkt oder indirekt ein gegensätzliches Interesse vermögensrechtlicher Art haben.

§ 4. Der Verwaltungsrat stellt eine allgemeine Dienstordnung auf, die der Genehmigung der Regierung unterliegt.

Art. 8 - § 1. Die Beratungen des Verwaltungsrats werden von dem Vorsitzenden des Verwaltungsrats, der die Generaldirektion der Agentur übernimmt, vorbereitet und vollzogen.

Der Generalverwalter übernimmt die tägliche Verwaltung.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrats und der Generalverwalter vertreten die Agentur in allen gerichtlichen und außergerichtlichen Handlungen, die die tägliche Verwaltung überschreiten.

Der Generalverwalter vertritt die Agentur in den die tägliche Verwaltung betreffenden außergerichtlichen Handlungen.

§ 2. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats wird von der Regierung für eine Dauer von sechs Jahren ernannt, die erneuert werden kann.

Der Generalverwalter wird von der Regierung unter dem Personal der Agentur für eine Dauer von sechs Jahren ernannt, die erneuert werden kann.

Weder der Vorsitzende des Verwaltungsrats noch der Generalverwalter haben ein Anrecht auf die in den Artikeln 6, § 3 und 9, § 3 vorgesehenen Entschädigungen und Anwesenheitsgelder.

Ihre Ämter laufen von Amts wegen ab, wenn ihre Inhaber das Alter von fünfundsiebzig Jahren erreicht haben.

Art. 9 - § 1. Ein wissenschaftlicher Ausschuss der Agentur wird eingerichtet.

Den Vorsitz dieses Ausschusses übernimmt der Vorsitzende des Verwaltungsrats der Agentur. Abgesehen von dem Vorsitzenden, setzt sich der Ausschuss aus dem Generalverwalter der Agentur, sowie aus zwölf Mitgliedern zusammen, die von der Regierung aufgrund ihrer Sachkunde und Erfahrung auf dem Gebiet der Informations- und Kommunikationstechnologien ernannt werden.

Diese zwölf Mitglieder sind jeweils:

1° auf einer vom Rat für Wissenschaftspolitik vorgeschlagenen doppelten Liste, vier Sachverständige aus akademischen und Forschungskreisen, von denen mindestens einer nicht hauptberuflich in Belgien tätig ist.

2° auf einer vom Verwaltungsrat vorgeschlagenen doppelten Liste, vier Sachverständige aus Betriebskreisen und Einrichtungen zur Unterstützung der Unternehmen;

3° auf einer vom Verwaltungsrat vorgeschlagenen doppelten Liste, drei Sachverständige, die auf die Benutzung von Informations- und Kommunikationstechnologien im Verwaltungs- und im nichtkommerziellen Sektor spezialisiert sind, sowie ein Sachverständiger aus Benutzervereinigungen.

§ 2. Die Mitglieder des wissenschaftlichen Ausschusses werden für eine Dauer von vier Jahren bezeichnet. Ihr Mandat kann erneuert werden; es läuft von Amts wegen ab, wenn das Mitglied des Ausschusses das Alter von fünfundsiebzig Jahren erreicht. Derjenige, der ein Mitglied ersetzt, dessen Amt aus welchen Gründen auch immer vorzeitig abgelaufen ist, führt das Mandat seines Vorgängers zu Ende.

In Abweichung von Absatz 1 werden die bei der Gründung der Agentur ernannten Mitglieder des wissenschaftlichen Ausschusses für eine Dauer von drei Jahren bezeichnet.

§ 3. Die Agentur gewährt den zwölf Mitgliedern des wissenschaftlichen Ausschusses Entschädigungen für Fahrt- und Aufenthaltskosten und Anwesenheitsgelder, deren Betrag von der Regierung festgelegt wird.

Art. 10 - § 1. Der wissenschaftliche Ausschuß hat eine beratende Funktion.

Er wird zwangsläufig mit den Entwürfen von Gutachten und Empfehlungen befaßt, die der Verwaltungsrat im Rahmen der in Artikel 2, § 1, Absatz 2, 2° erwähnten Aufgabe zu verabschieden hat. Er kann ebenfalls zu Rate gezogen werden oder auf eigene Initiative seine Stellungnahme zu jeder Angelegenheit im Zusammenhang mit den Tätigkeiten der Agentur abgeben.

§ 2. Jedesmal wenn es die Angelegenheiten erfordern oder drei von den Mitgliedern es beantragen, und zwar mindestens sechs Mal im Jahr, tritt der wissenschaftliche Ausschuß auf Einberufung des Vorsitzenden zusammen. Die verhinderten Mitglieder können einem anderen Mitglied des wissenschaftlichen Ausschusses Vollmachten erteilen. Jedes Mitglied kann lediglich über eine einzige Vollmacht verfügen.

§ 3. Die Beratungen des wissenschaftlichen Ausschusses sind lediglich dann rechtsgültig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend ist. Die Beratungen einer Sitzung des Ausschusses, die mindestens fünfzehn Tage nach einer Versammlung gehalten wird, in der das erforderliche Quorum nicht erreicht wurde, sind jedoch rechtsgültig, welche auch die Anzahl der anwesenden oder vertretenen Mitglieder sein mag.

Die Gutachten des wissenschaftlichen Ausschusses werden mit einfacher Stimmenmehrheit verabschiedet. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden. In den Gutachten können unterschiedliche Auffassungen vermerkt werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder dürfen den Beratungen nicht beiwohnen, die sich auf Verhandlungsgegenstände beziehen, an denen sie direkt oder indirekt ein gegensätzliches Interesse vermögensrechtlicher Art haben.

Die Gutachten des wissenschaftlichen Ausschusses werden den der Regierung übermittelten Gutachten des Verwaltungsrats beigefügt.

§ 4. Der wissenschaftliche Ausschuß kann eine allgemeine Dienstordnung aufstellen, die der Genehmigung des Verwaltungsrats unterliegt.

Art. 11 - § 1. Die Agentur unterliegt der durch die Einschaltung zweier von der Regierung ernannten Kommissare durchgeführten Kontrolle der Regierung.

Die Kommissare nehmen mit beratender Stimme an den Versammlungen des Verwaltungsrats teil. Die Bücher, Briefwechsel, Protokolle, und im allgemeinen alle Schriftstücke der Agentur können jederzeit von den Kommissaren an Ort und Stelle eingesehen werden. Sie können von den Verwaltungsratsmitgliedern und Personalmitgliedern jegliche Erläuterungen und Auskünfte erfordern und alle Überprüfungen vornehmen, die ihnen zur Ausführung ihres Mandats notwendig erscheinen.

§ 2. Jeder der Kommissare kann bei der Regierung gegen jeglichen Beschluß der Agentur Einspruch erheben, den er als im Gegensatz zum Gesetz oder Geschäftsführungsvertrag betrachtet. Der Einspruch hat aufschiebende Wirkung. Er muß innerhalb einer Frist von zehn Tagen eingelegt werden.

Diese Frist läuft ab dem Tag der Versammlung des Verwaltungsrats, in welcher der Beschluß verabschiedet wurde, insofern die Kommissare zu dieser Versammlung ordnungsgemäß einberufen wurden, oder in allen anderen Fällen ab dem Tag, an dem der Kommissar von dem verabschiedeten Beschluß Kenntnis genommen hat.

Die Regierung kann die Akte innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, die ab demselben Datum läuft, für nichtig erklären. Mangels dessen wird die Aussetzung aufgehoben und der Beschluß wird endgültig.

Dieser Einspruch kann nicht entgegen der im Rahmen der in Artikel 2, § 1 Absatz 2, 1° und 2° erwähnten Empfehlungen oder Gutachten eingelegt werden.

§ 3. Die Agentur gewährt den Kommissaren Entschädigungen für Fahrt- und Aufenthaltskosten und Anwesenheitsgelder, deren Betrag von der Regierung festgelegt wird.

Art. 12 - Spätestens am 31. März eines jeden Jahres erstellt die Agentur einen jährlichen Tätigkeitsbericht, der der Regierung zur Bewertung unterbreitet wird. In diesem Bericht wird die Ausführung des in Artikel 5 erwähnten Geschäftsführungsvertrags angegeben.

Dieser Bericht wird dem Wallonischen Regionalrat und dem Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region von der Regierung übermittelt.

KAPITEL III. — *Personal der Agentur*

Art. 13 - § 1. Auf Vorschlag des Verwaltungsrats bestimmt die Regierung den Stellenplan der Agentur. Das Personal wird von dem Verwaltungsrat angeworben.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Übernahme von Personalmitgliedern der Wallonischen Region in die Agentur. Die Regierung ist befugt, nach den von ihr zu bestimmenden Modalitäten der Agentur die Personalmitglieder ihrer Dienststellen zur Verfügung zu stellen.

Die Agentur kann Vertragspersonal ausschließlich zu folgenden Zwecken einstellen:

1° zur Deckung eines außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarfs an Personal, ob es sich entweder um die Durchführung zeitlich begrenzter Aktionen oder um einen außergewöhnlich erhöhten Arbeitsanfall handelt;

2° zur Ersetzung von Bediensteten, die ihr Amt nicht oder nur als Teilzeitbeschäftigte ausüben;

3° zur Ausführung von Hilfsarbeiten oder spezifischen Aufgaben, deren Liste zuvor von der Regierung festgelegt wird.

§ 2. Der Artikel 1 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, wird folgendermaßen ergänzt: "12° "Agence wallonne des Télécommunications" (Wallonische Telekommunikationsagentur)"

KAPITEL IV. — *Finanzierung, Buchhaltung und Finanzkontrolle*

Art. 14 - Die Einnahmen der Agentur bestehen aus:

1° einem jährlichen Funktionszuschuß zu Lasten des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der wallonischen Region. Dieser Zuschuß betrifft nicht die in Artikel 2, § 2 erwähnten Aufgaben;

2° jeglicher sich aus ihren Tätigkeiten ergebenden eigenen Einnahme;

3° den Einkommen ihres Vermögens;

4° dem Ertrag von eventuellen Vermächtnissen und Schenkungen, deren Annahme der Genehmigung der Regierung unterliegt.

Auf der Grundlage des in Artikel 12 erwähnten jährlichen Tätigkeitsberichts wird der nicht benutzte Restbetrag der vorherigen Haushaltsjahre der Agentur von der Regierung wieder zugeteilt.

Die Grundsätze der Tariftabellen der in Artikel 2, § 2 erwähnten besoldeten Dienstleistungen werden der Regierung zur Genehmigung unterbreitet.

Art. 15 - § 1. Ein jährlicher Haushaltsplan wird erstellt, der alle Einnahmen und Ausgaben der Agentur enthält, welche deren Herkunft oder deren Gründe auch sein mögen. Das Haushaltsjahr stimmt mit dem Kalenderjahr überein.

Die Einnahmen und Ausgaben, die sich aus der in Artikel 2, § 2 erwähnten Aufgabe ergeben, werden getrennt vorgelegt.

Der Entwurf des Haushaltsplans wird von dem Verwaltungsrat aufgestellt und unterliegt der Genehmigung der Regierung. Der Haushaltsplan wird dem allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region beigefügt und dem Wallonischen Regionalrat übermittelt.

Bei Fehlen der Genehmigung des Haushaltsplans am ersten Tag des Haushaltsjahrs wird dadurch die Verwendung der in dem Entwurf des Haushaltsplans vorgesehenen Mittel nicht verhindert, außer in den von der Regierung bestimmten Fällen. Die Übertragungen und Überschreitungen der Haushaltsmittel unterliegen der Genehmigung der Regierung.

§ 2. Spätestens für den 30. April legt die Agentur die Jahresabrechnungen der Vollstreckung des Haushalts, sowie die aktive und passive Lage am 31. Dezember des betreffenden Jahres fest.

§ 3. Die Regierung kann die Führung einer getrennten Geschäftsbuchhaltung bezüglich der in Artikel 2, § 2 erwähnten Aufgabe auferlegen.

Sie legt die Regeln bezüglich der Haushaltsvorlegung, der Buchhaltung, der Jahresabschlüsse und der Jahresberichte, sowie der Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen fest.

Sie kann bei der Agentur ein Mitglied des Instituts der Unternehmensrevisoren bezeichnen, das beauftragt ist, die Kontrolle der Geschäftsbücher zu übernehmen und diese für ehrlich und richtig zu bescheinigen.

KAPITEL V. — *Inkrafttreten*

Art. 16 - Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 25. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der technischen Entwicklung, des Sports und der internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999.*

Dokumente des Rates 443 (1998-1999) Nr. 1 bis 7.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 24. Februar 1999. Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 99 — 761

[C - 99/27206]

25 FEBRUARI 1999. — Decreet tot oprichting van het Waals Agentschap voor Telecommunicatie (« Agence wallonne des Télécommunications ») (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Oprichting en opdracht van het « Agence wallonne des Télécommunications »*

Artikel 1. Er wordt een openbare instelling opgericht met de benaming « Agence wallonne des Télécommunications », hierna het Agentschap genoemd.

Zijn zetel is gevestigd te Namen.

Art. 2. § 1. Doel van het Agentschap is enerzijds de bevordering van de algehele toegang tot de informatietechnologie en tot de communicatie, en anderzijds het aanmoedigen tot het algemeen verspreide gebruik daarvan om zo een impuls te geven aan de economische ontwikkeling in het Waals Gewest.

Daartoe krijgt het Agentschap de volgende opdrachten opgelegd :

1° het evalueren en opvolgen van de uitvoering van beslissingen die worden goedgekeurd en overeenkomsten die worden afgesloten door het Gewest in verband met diens beleid inzake informatietechnologie en communicatie;

2° het uitbrengen van adviezen en aanbevelingen ten behoeve van de Regering in het beleid inzake informatietechnologie en communicatie, wat gebeurt op eigen initiatief ofwel op verzoek van de Regering en binnen de door deze laatste opgelegde termijn;

3° het treffen van maatregelen waardoor informatietechnologie en communicatie in het Waals Gewest bevorderd worden, zowel inzake productie en commercialisering als inzake gebruik. Maatregelen ter bevordering van bedoelde aangelegenheden mogen geenszins de vorm aannemen van een financiële tegemoetkoming aan bedrijven.

§ 2. Bovendien heeft het Agentschap mits naleving van artikel 14, tweede lid, de mogelijkheid om tegen vergoeding zijn diensten te verlenen, inzonderheid inzake consultancy en adviesverlening.

§ 3. Op verzoek van de Regering mag het Agentschap de delegatie van het Gewest bijstaan in de overlegstructuren tussen de Gewesten onderling ofwel tussen Gewesten en Gemeenschappen, bij de federale overheid en in de internationale instellingen, voor zover beslissingen voorbereid dan wel goedgekeurd moeten worden wat betreft het beleid inzake informatietechnologie en communicatie.

De wijze waarop deze bijstand wordt verleend, wordt bepaald in het beheerscontract bedoeld in artikel 5.

Art. 3. In verband met de opdrachten bedoeld in artikel 2, § 1, mag het Agentschap zowel bij de diensten van de Regering als bij de publiekrechtelijke rechtspersonen die onder het Waals Gewest ressorteren inlichtingen opvragen wat betreft het beleid inzake informatietechnologie en communicatie.

Om zich doeltreffend van zijn opdracht te kwijten inzake het uitbrengen van adviezen en aanbevelingen zoals voorzien in artikel 2, § 1, tweede lid, 2° wordt het Agentschap geregeld ingelicht door de diensten van de Regering over de in elk departement gestelde beleidsdaden die een weerslag hebben op aangelegenheden inzake informatietechnologie en communicatie. Hetzelfde geldt voor de publiekrechtelijke rechtspersonen die onder het Waals Gewest ressorteren.

Door de Regering worden aan het Agentschap documenten en verslagen overgemaakt die een zeker nut hebben voor het uitvoeren van diens opdrachten zoals uiteengezet in het beheerscontract bedoeld in artikel 5 en voor het uitbrengen van adviezen en aanbevelingen zoals gevraagd door de Regering krachtens artikel 2, § 1, tweede lid, 2°. Hetzelfde geldt voor de publiekrechtelijke rechtspersonen die onder het Waals Gewest ressorteren.

Art. 4. In het kader van diens opdracht zoals omschreven in artikel 2, § 1, tweede lid, 3° is het het Agentschap geoorloofd samen te werken met alle instellingen, verenigingen en ondernemingen, zijn ze van publiek- of privaatrechtelijke aard, van Belgische of buitenlandse oorsprong, evenals ze samen initiatieven mogen ontwikkelen. Het Agentschap mag, zij het rechtstreeks, zij het onrechtstreeks, deelnemen in vennootschappen zonder winstoogmerk of een dergelijke vennootschap oprichten of mede oprichten in het raam van het beheerscontract bedoeld in artikel 5.

In het raam van de activiteiten bedoeld in artikel 2, § 2, is het het Agentschap geoorloofd samen te werken met alle instellingen, verenigingen en ondernemingen, zijn ze van publiek- of privaatrechtelijke aard, van Belgische of buitenlandse oorsprong, evenals ze samen initiatieven mogen ontwikkelen. Het Agentschap mag deelnemen in handelsvennootschappen of een dergelijke vennootschap oprichten of mede oprichten. Beslissingen inzake deelneming in handelsvennootschappen of inzake oprichting van dergelijke vennootschappen worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

HOOFDSTUK II. — Bestuur en toezicht

Art. 5. De opdrachten bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, 1° en 3°, worden uitgevoerd door het Agentschap in overeenstemming met de prioriteiten en de beleidsbepalingen zoals omschreven in een beheerscontract. Dat contract wordt afgesloten voor de duur van vier jaar door de Regering en de raad van bestuur van het Agentschap.

In het beheerscontract worden onder meer behandeld :

1° de algemene doelstellingen die het Agentschap worden opgelegd in de uitvoering van diens opdrachten zoals bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, 1° en 3°;

2° de middelen die aangewend moeten worden om bedoelde doelstellingen na te streven;

3° de criteria en procedures die als maatstaf dienen om de mate waarin het beheerscontract uitgevoerd wordt, in te schatten;

4° de sancties waarin voorzien wordt indien de doelstellingen en de termijnen zoals bepaald in het beheerscontract niet worden nagekomen.

Ten laatste wordt het beheerscontract afgesloten door de Regering en de raad van bestuur van het Agentschap wanneer de begroting m.b.t. het eerste werkingsjaar door de Regering wordt goedgekeurd.

Het beheerscontract kan worden aangevuld met één of meerdere aanhangsels, afgesloten door de Regering en de raad van bestuur van het Agentschap.

Art. 6. § 1. Het Agentschap wordt beheerd door een raad van bestuur die bestaat uit een voorzitter, een administrateur-generaal en negen bestuurders. Zij worden door de Regering aangewezen.

Vier van de negen bestuurders worden aangewezen uit een tweevoudige lijst voorgesteld door de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Economische en Sociale Raad van het Waals Gewest).

§ 2. Alle negen bestuurders worden aangewezen voor een periode van vier jaar. Zij kunnen voor een nieuwe ambtstermijn worden aangewezen; het ambt wordt van rechtswege beëindigd zodra de bestuurder de leeftijd van vijftig jaar heeft bereikt. Indien een bestuurder om welke reden ook vroegtijdig uit zijn ambt wordt ontheven, wordt diens ambt voleindigd door zijn plaatsvervanger.

De hoedanigheid van lid van de raad van bestuur is onverenigbaar met de hoedanigheid van personeelslid of leider van een handelsvennootschap die actief is in de branches informatietechnologie of communicatie.

§ 3. Door het Agentschap worden aan de negen bestuurders vergoedingen voor verplaatsingskosten, wegens verblijfskosten en presentiegeld uitbetaald. Het bedrag van die vergoedingen wordt door de Regering vastgelegd.

Art. 7. § 1. De raad van bestuur is bevoegd om alle daden te stellen die nodig of nuttig zijn voor de uitvoering van de opdrachten van het Agentschap. De raad kan, op voorstel van de administrateur-generaal, sommige bevoegdheden aan één of meerdere leden van de raad of sommige taken van het dagelijks beheer aan personeelsleden van het Agentschap overdragen.

In het Agentschap is uitsluitend de raad van bestuur bevoegd om de adviezen en aanbevelingen bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, 2° goed te keuren. Die bevoegdheid is niet opdraagbaar.

§ 2. De raad van bestuur komt bijeen ofwel na oproeping door de voorzitter, ofwel telkens als de gang van zaken dat vereist, of ook nog als vier van diens leden daarom verzoeken. De raad komt minstens zesmaal per jaar bijeen.

Verhinderde leden kunnen een ander lid van de raad van bestuur machtigen, maar elk lid kan slechts één machtiging tegelijk uitoefenen.

§ 3. De raad van bestuur kan slechts geldig beraadslagen als de meerderheid van diens leden aanwezig is. Ongeacht het aanwezige of vertegenwoordigde ledental kan er niettemin geldig worden beraadslaagd indien bijeengekomen wordt ten minste vijftien dagen na een vergadering waarvoor het vereiste quorum niet werd bereikt.

Beslissingen getroffen door de raad van bestuur worden goedgekeurd bij eenvoudige meerderheid der stemmen uitgebracht door de aanwezige of vertegenwoordigde leden. Bij staking van stemmen weegt de stem van de voorzitter door.

Het is de leden van de raad van bestuur verboden aanwezig te zijn bij beraadslagingen over items waarbij zij, zij het rechtstreeks, zij het onrechtstreeks, tegengestelde vermogensbelangen hebben.

§ 4. De raad van bestuur stelt een huishoudelijk reglement op dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Regering.

Art. 8. § 1. Beraadslagingen door de raad van bestuur worden voorbereid en uitgevoerd door de voorzitter van de raad van bestuur. Hij is belast met het algemeen bestuur van het Agentschap.

De administrateur-generaal is belast met het dagelijks beheer.

In alle rechts- en buitengerechtelijke handelingen die de perken van het dagelijks bestuur te boven gaan wordt het Agentschap vertegenwoordigd door de voorzitter van de raad van bestuur en door de administrateur-generaal. De administrateur-generaal vertegenwoordigt het Agentschap in alle buitengerechtelijke handelingen die onder het dagelijks beheer ressorteren.

§ 2. De voorzitter van de raad van bestuur wordt door de Regering benoemd voor een zesjarige ambtstermijn. Die termijn is hernieuwbaar.

De administrateur-generaal wordt door de Regering uit de personeelsleden van het Agentschap benoemd voor een zesjarige ambtstermijn. Ook die is hernieuwbaar.

De voorzitter van de raad van bestuur en de administrateur-generaal hebben geen recht op de vergoedingen en het presentiegeld waarin voorzien wordt bij de artikelen 6, § 3, en 9, § 3.

Zij worden van rechtswege uit hun ambt ontheven zodra ze de leeftijd van vijftenzestig jaar bereikt hebben.

Art. 9. § 1. Er wordt een wetenschappelijk comité van het Agentschap opgericht.

Dat comité wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur van het Agentschap. In het comité zetelen naast de voorzitter de administrateur-generaal van het Agentschap en twaalf leden benoemd door de Regering op grond van hun bekwaamheid en ervaring inzake informatietechnologie en communicatie.

De twaalf leden zijn respectievelijk :

1° vier experts uit het universitair onderwijs en het onderzoeksweten waarvan ten minste één zijn hoofdberoep niet in België uitoefent; zij worden gekozen uit een tweevoudige lijst voorgedragen door de Raad van het Wetenschappelijk Beleid (« Conseil de la politique scientifique »);

2° vier experts uit het bedrijfsleven en uit de instellingen die steun verlenen aan de bedrijven; zij worden gekozen uit een tweevoudige lijst voorgedragen door de raad van bestuur;

3° drie experts die gespecialiseerd zijn in het gebruik van informatietechnologie en communicatie in de overheidssector en de non-profit sector, en één expert uit de gebruikersverenigingen; zij worden gekozen uit een tweevoudige lijst voorgedragen door de raad van bestuur.

§ 2. De leden van het wetenschappelijk comité worden aangewezen voor een vierjarige termijn. Hun ambtstermijn kan worden verlengd en wordt van rechtswege beëindigd zodra het lid de leeftijd van vijftenzestig jaar bereikt. Indien een lid om welke reden ook vroegtijdig uit zijn ambt wordt ontheven, wordt diens ambt voleindigd door zijn plaatsvervanger.

In afwijking van het eerste lid worden de leden van het wetenschappelijk comité die benoemd worden bij de oprichting van het Agentschap, aangewezen voor een driejarige ambtstermijn.

§ 3. Door het Agentschap worden aan de twaalf leden van het wetenschappelijk comité vergoedingen voor verplaatsingskosten, wegens verblijfskosten en presentiegeld uitbetaald. Het bedrag van die vergoedingen wordt door de Regering vastgelegd.

Art. 10. § 1. De taak van het wetenschappelijk comité is van raadgevende aard.

Ontwerpen van adviezen en aanbevelingen die door de raad van bestuur dienen te worden goedgekeurd in het raam van diens opdracht bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, 2°, dienen te worden voorgelegd aan het wetenschappelijk comité. Het comité kan eveneens worden geraadpleegd en op eigen initiatief adviezen uitbrengen met betrekking tot elk vraagstuk dat verband houdt met de activiteiten van het Agentschap.

§ 2. Het wetenschappelijk comité komt bijeen ofwel na oproeping door de voorzitter, ofwel telkens als de gang van zaken dat vereist, of ook nog als drie van diens leden daarom verzoeken. De raad komt minstens zesmaal per jaar bijeen.

Verhinderde leden kunnen een ander lid van het comité machtigen, maar elk lid kan slechts één machtiging tegelijk uitoefenen.

§ 3. Het wetenschappelijk comité kan slechts geldig beraadslagen als de meerderheid van diens leden aanwezig is. Ongeacht het aanwezige of vertegenwoordigde ledental kan er niettemin geldig worden beraadslaagd indien bijeengekomen wordt ten minste vijftien dagen na een vergadering waarvoor het vereiste quorum niet werd bereikt.

Adviezen uitgebracht door het wetenschappelijk comité worden goedgekeurd bij eenvoudige meerderheid der stemmen. Bij staking van stemmen weegt de stem van de voorzitter door. Adviezen mogen tegenstrijdige opvattingen inhouden.

Het is de leden van het wetenschappelijk comité verboden aanwezig te zijn bij beraadslagingen over items waarbij zij, zij het rechtstreeks, zij het onrechtstreeks, tegengestelde vermogensbelangen hebben.

De adviezen van het wetenschappelijk comité worden gevoegd bij de adviezen van de raad van bestuur die aan de Regering worden overgemaakt.

§ 4. Het wetenschappelijk comité mag een huishoudelijk reglement opstellen, dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de raad van bestuur.

Art. 11. § 1. Het Agentschap staat onder het toezicht van de Regering. Het toezicht wordt uitgeoefend via twee door de Regering benoemde commissarissen.

De commissarissen nemen met raadgevende stem aan de bijeenkomsten van de raad van bestuur deel. Te allen tijde mogen ze zonder zich te hoeven verplaatsen kennis nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en, in het algemeen, van alle geschriften van het Agentschap. Bestuurders en personeelsleden mogen ze om uitleg en inlichtingen vragen; zij worden geoorloofd alle zaken na te kijken die hen nodig lijken voor de uitoefening van hun ambt.

§ 2. Elke commissaris kan bij de Regering een beroep indienen tegen elke door het Agentschap getroffen beslissing waarvan hij vindt dat ze strijdig is met de wet of het beheerscontract. Het beroep is opschortend en moet binnen een termijn van tien dagen worden ingediend.

De termijn gaat in ofwel, voor zover de commissarissen op wettige wijze werden opgeroepen, op de dag waarop de raad van bestuur bijeenkomt en bedoelde beslissing goedkeurt, ofwel, in alle andere gevallen, op de dag waarop de commissaris kennis heeft genomen van de goedgekeurde beslissing.

Die daad kan binnen een termijn van dertig dagen door de Regering worden vernietigd. Die termijn gaat in op dezelfde datum. Bij gebrek daaraan wordt de opschorting opgeheven; de beslissing wordt dan rechtsgeldig.

Bedoeld beroep kan slechts ingediend worden tegen aanbevelingen of adviezen die zijn uitgebracht in het raam van de opdracht bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, 1° en 2°.

§ 3. Door het Agentschap worden aan de commissarissen vergoedingen voor verplaatsingskosten, wegens verblijfskosten en presentiegeld uitbetaald. Het bedrag van die vergoedingen wordt door de Regering vastgelegd.

Art. 12. Jaarlijks wordt door het Agentschap een activiteitenverslag opgesteld dat voor evaluatie aan de Regering wordt voorgelegd uiterlijk op 31 maart van elk jaar. In dat verslag wordt melding gemaakt van de uitvoering van het beheerscontract bedoeld in artikel 5.

Dat verslag wordt door de Regering meegedeeld aan de Waalse Gewestraad en aan de « Conseil économique et social de la Région wallonne ».

HOOFDSTUK III. — *Personeel van het Agentschap*

Art. 13. § 1. Op voorstel van de raad van bestuur wordt de personeelsformatie door de Regering vastgelegd. Het personeel wordt aangeworven door de raad van bestuur.

De Regering bepaalt de wijze waarop de personeelsleden van het Waals Gewest naar het Agentschap wordt overgeplaatst. Het is de Regering geoorloofd personeelsleden die in haar diensten zijn tewerkgesteld, ter beschikking van het Agentschap te stellen op de wijze die door haarzelf worden vastgelegd.

Het Agentschap mag enkel contractueel personeel in dienst nemen :

1° om uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften te lenigen, ofwel om maatregelen uit te voeren die in de tijd beperkt zijn ofwel een buitengewone werklust weg te werken;

2° om personeelsleden te vervangen die hun ambt niet uitoefenen of slechts deeltijds uitoefenen;

3° om specifieke of hulptaken te verrichten waarvan de lijst op voorhand door de Regering wordt opgesteld.

§ 2. Artikel 1 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waals Gewest ressorteren wordt aangevuld als volgt : « 12° « Agence wallonne des Télécommunications » (Waals Agentschap voor Telecommunicatie). »

HOOFDSTUK IV. — *Financiering, boekhouding en financiële controle*

Art. 14. De ontvangsten van het Agentschap bestaan uit :

1° een jaarlijkse werkingstoelage die ten laste is van de algemene uitgavenbegroting van het Waals Gewest. Die toelage houdt geen verband met de opdrachten bedoeld in artikel 2, § 2;

2° alle eigen ontvangsten uit diens activiteiten;

3° de inkomsten uit diens vermogen;

4° de opbrengst van gebeurlijke legaten en schenkingen, die aanvaard worden mits goedkeuring door de Regering.

Op grond van het jaarlijkse activiteitenverslag bedoeld in artikel 12 worden de niet aangewende saldi van de voorafgaande boekjaren door de Regering aan het Agentschap toegewezen.

De beginselen voor tarifiering van de tegen vergoeding aangeboden diensten bedoeld in artikel 2, § 2, worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

Art. 15. § 1. Er wordt een jaarlijkse begroting opgemaakt met alle ontvangsten en uitgaven van het Agentschap ongeacht oorsprong en oorzaak. Het begrotingjaar valt samen met het kalenderjaar.

Inkomsten en uitgaven die afkomstig zijn van de uitvoering van diens opdracht bedoeld in artikel 2, § 2 worden afzonderlijk voorgesteld.

De ontwerp-begroting wordt opgesteld door de raad van bestuur en ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd. De begroting wordt meegedeeld aan de Waalse Gewestraad als bijlage bij de algemene uitgavenbegroting van het Waals Gewest.

Indien de begroting niet wordt goedgekeurd op de eerste dag van het begrotingsjaar, wordt de aanwending van de kredieten voorzien in de ontwerp-begroting daar niet door verhinderd, behalve de gevallen bepaald door de Regering. Transferten en kredietoverschrijdingen worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

§ 2. Tegen uiterlijk 30 april moet het Agentschap de jaarrekeningen ter uitvoering van de begroting opmaken, evenals een toestandsopgave van het actief en passief op 31 december van het betrokken jaar.

§ 3. De Regering kan verplichten dat een afzonderlijke commerciële begroting wordt gehouden met betrekking tot de opdracht bedoeld in artikel 2, § 2.

De Regering legt de regels vast met betrekking tot het voorstel van de begroting, de boekhouding, de toestandsopgaven en de jaarverslagen, evenals de controle op de vastlegging van de uitgaven.

De Regering kan bij het Agentschap een lid aanwijzen van het Instituut der Bedrijfsrevisoren die ermee belast is de geschriften na te kijken en ze voor juist en echt te verklaren.

HOOFDSTUK V. – *Inwerkingtreding*

Art. 16. Dit decreet treedt in werking de dag waarop hij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad 443 (1998-1999) nrs. 1 t.e.m. 7.

Volledig verslag, openbare zitting van 24 februari 1999. Bespreking - Stemming.